

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 169, 19 novembre 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale - Citoyenneté

• Rapport relatif au dialogue interreligieux et à la laïcité républicaine.

O. Diederichs ; A. Teyssier.

La Documentation française ; Publié en nov. 2015. 56 p. @

L'inspection générale de l'administration (IGA) a été chargée par le ministre de l'Intérieur, d'une mission visant à « recenser » les « bonnes pratiques à l'initiative des collectivités locales ou de la société civile » en matière de « dialogue interreligieux ». Si celui-ci « n'est pas du ressort des pouvoirs publics, mais des cultes », l'Etat entend « l'encourager », et le ministre demande à l'IGA de lui « faire des propositions pour que, dans le respect des principes de subsidiarité et de laïcité, l'Etat les soutienne ».

• Intégration des immigrés et associations en France. Un essai d'approche croisée par l'économie et la géographie.

William Berthommière ; Mathilde Maurel ; Yann Richard.

Cybergeo : European Journal of Geography [En ligne], *Espace, Société, Territoire*, document 749, mis en ligne le 12 novembre 2015. @

Dans cet article, les auteurs cherchent à identifier les liens potentiels entre l'intégration des personnes appartenant à quatre communautés et l'existence d'associations. L'objectif est de voir, par exemple, si les variations régionales de la densité des réseaux associatifs communautaires influent sur les facteurs d'intégration.

Collectivités territoriales

• Communes nouvelles : un mariage d'amour et de raison.

Sylvain Henry.

Acteurs publics, n° 118, nov.- décembre 2015. pp. 43-54.

Depuis la loi de mars 2015 créant un dispositif inédit de regroupement de communes et attribuant des bonus financiers aux projets, les initiatives de communes nouvelles se multiplient. Dans un contexte budgétaire qui invite aux mutualisations, ces unions librement consenties par les élus pourraient entraîner une vaste réécriture de la carte communale.

Développement durable

• Les collectivités territoriales s'engagent pour le climat.

Sénat ; Jean-Marie Bockel.

Rapport d'information, n° 108, octobre 2015. 189 p. @

Dans la perspective de la conférence intergouvernementale sur le climat, la COP21, le Sénat a souhaité rassembler et faire connaître les bonnes pratiques des territoires en matière de lutte contre le changement climatique. Ce rapport identifie sur le terrain, un certain nombre d'initiatives exemplaires, détaillées thème par thème.

• Mobilités durables : sortir du « tout pétrole » dans les transports.

Fondation Jean Jaurès ; Collectif d'experts « Energie et développement durable ».

Note, n° 283, 4 novembre 2015. 4 p. @

Pour la COP21, la France s'est engagée à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050. Un objectif ambitieux qui nécessite la mise en place d'une politique aussi ambitieuse : sortir du tout pétrole dans les transports (qui représentent 27% du total des émissions de GES dans notre pays).

Développement économique

• Comment produirons-nous demain ? Les entreprises au défi des innovations techniques et socio-organisationnelles.

André-Yves Portnoff.

Futuribles, n° 409, nov. 2015. pp. 19-35.

L'auteur souligne le défi culturel et organisationnel auquel les entreprises industrielles sont aujourd'hui confrontées et le rôle déterminant du facteur humain pour y répondre. Il présente ensuite les grands programmes en cours, en France, en Europe et au-delà, sur l'avenir de l'industrie, et ce que pourrait être le profil de l'usine du futur.

Développement territorial

• La gouvernance territoriale : une affaire d'État. La dimension verticale de la construction de l'action collective dans les territoires.

Renaud Epstein.

L'année sociologique, 2015/2, vol. 65. pp. 457-482.

Forgée dans les années 1990, la notion de gouvernance urbaine a permis de rendre compte de la transformation des enjeux et des modes de conduite des politiques urbaines dans un contexte de pluralisation des systèmes d'acteurs et de fragmentation des ressources. En y recourant, les politistes et sociologues ont insisté sur l'importance des relations horizontales entre les multiples acteurs, groupes sociaux et institutions intervenant dans les politiques urbaines, à rebours de leurs prédécesseurs qui se concentraient sur les relations verticales entre l'État et les villes.

Education

• Décrochage et rattrapage scolaires.

D. Youf ; M. Leblanc ; M. Vira et al.

Les cahiers dynamiques (Erès), n° 63, 2015. 168 p.

Qui sont les « décrocheurs » ? Comment comprendre leurs parcours scolaires en regard de leurs parcours de vie ? Quels liens établir entre absentéisme, déviance et délinquance ? Quels types de partenariats, d'outils et d'espaces, les acteurs du travail éducatif peuvent-ils partager pour encourager les jeunes à reprendre une scolarité et pour favoriser leur insertion professionnelle ?

Egalité-Inégalité

• Tous concernés : pourquoi moins d'inégalité profite à tous.

OCDE. 2015. 370 p. @

Ce rapport met en lumière les principales sources d'inégalités et les domaines dans lesquels de nouvelles stratégies sont nécessaires. L'ouvrage examine l'incidence et les mécanismes de l'évolution des

Nouvelle économie régionale et réforme territoriale.

J.-C. Prager ; L. Davezies ; O. Bouba-Olga et al.

Revue de l'OFCE, n° 143, 11/2015. 296 p.

A l'heure des élections régionales et de la création de nouvelles régions et de métropoles, ce numéro aborde les questions déterminantes pour les politiques publiques territoriales. @

inégalités sur la croissance économique ; analyse les conséquences de la crise économique et des contraintes budgétaires sur le revenu des ménages ; étudie le rôle des dispositifs de redistribution dans les pays de l'OCDE et dans les économies émergentes.

- **La géographie de l'ascension sociale.**

Clément Dherbecourt.

Document de travail, France stratégie ; nov. 2015. 58 p. @

Les chances des enfants de classes populaires d'accéder à des postes qualifiés varient aujourd'hui du simple au double selon le département de naissance. Le document analyse ces écarts entre les territoires et esquisse les politiques publiques à mettre en œuvre pour les réduire.

[Relire la note de synthèse](#) : @

- **Alerte sur la montée des inégalités environnementales.**

Acteurs publics, n° 118, nov.- décembre 2015. pp. 58-63.

À l'approche de la Conférence de Paris sur le climat, l'exposition « Habiter durablement nos territoires » dont *Acteurs publics* présente le deuxième volet, met en lumière les nouveaux risques de fracture environnementale entre les territoires.

Emploi

- **Emploi et chômage dans les nouvelles régions depuis la crise.**

Insee ; A.-J. Bessone ; O. Dorothee ; M. Robin.

Insee Focus, n° 40, novembre 2015. @

Si l'emploi en France métropolitaine dépasse enfin son niveau d'avant la crise, le dernier numéro d'*Insee Focus* fait toutefois apparaître des disparités marquées entre les nouvelles régions dans ce domaine.

- **Expérimentation "Territoires zéro chômage de longue durée".**

Cese ; Patrick Lenancker. Novembre 2015.

Le président de l'Assemblée nationale a saisi le Cese pour avis sur un projet d'expérimentation territoriale, dont l'objectif est de montrer qu'il est possible de remédier au chômage de longue durée, par l'offre d'emplois utiles et accessibles à toutes les personnes concernées. Construit comme une expérimentation territoriale « à budgets constants » par réallocation des crédits devenus sans objet, ce projet a fait l'objet d'une proposition de loi qui sera prochainement discutée à l'Assemblée nationale.

[Vidéo](#) : @ [Rapport](#) : @ [Note de synthèse](#) : @

Grand Paris

- **Les gares du Nouveau Grand Paris - Évaluation des dispositifs de réalisation mis en œuvre sous l'autorité de l'État.**

CGEDD ; H. de Treglode ; A. Florette ; M. Rostagnat.

9/2015. 88 p. (Rapport n° 010262-01) *Publié le 9 nov. 2015.* @

La mission s'est particulièrement intéressée aux gares liées au Grand Paris Express (GPE), nouveau réseau de lignes rapides à grande capacité réalisé pour l'essentiel par la Société du Grand Paris (SGP). Au-delà de la fonction de desserte, ces gares ont trois autres fonctions : l'interconnexion avec les autres réseaux ferrés, l'intermodalité avec les modes actifs et les modes motorisés et l'aménagement des quartiers riverains.

- **La fragile mécanique financière du Grand Paris.**

Sylvain Henry ; Pierre Laberrondo.

Acteurs publics, n° 117, sept.-octobre 2015. pp. 55-66.

L'aménagement du supermétro francilien entre dans une phase opérationnelle, avec le début des travaux et les premiers emprunts contractés. Ce projet phare de quelque 30 milliards d'euros est adossé à une architecture institutionnelle inédite. Si sa viabilité budgétaire semble assurée pour les années à venir, son avenir financier à plus long terme paraît incertain.

Métropole

- **Les nouvelles métropoles en 2015. Repères et chiffres-clés emploi-économie.**

Agence de développement et d'urbanisme de la région strasbourgeoise (Adeus).

Les Notes, n° 172, octobre 2015. 8 p. @

Les métropoles sont dotées désormais de compétences explicites en matière de politique de la ville et de développement économique, ainsi que d'instances de gouvernance renforcées. Le législateur leur a également attribué un rôle en matière de cohésion, de compétitivité et d'équilibre au niveau national. Dans un souci de comparabilité, ce travail présente des tableaux synthétiques avec les principaux repères démographiques et économiques concernant les métropoles en France, réalisé avec les données les plus récentes."

Mobilité-Transport

- **La grande vitesse ferroviaire, entre mythe et réalité.**

Raymond Woessner ; Robert Belot.

Revue géographique de l'Est, n° 3-4, 2015. @

Au sommaire, parmi les sujets abordés : Le TGV Rhin-Rhône dans tous ses états / Les « fictions instituant » du projet de LGV Rhin-Rhône (1986-2000) / L'influence européenne sur le développement de la grande vitesse espagnole / La coopération de proximité à travers les réseaux interrégionaux : la LGV franco-espagnole, outil de l'émergence d'une gouvernance transfrontalière ? / Mise en service des dessertes TGV et gouvernance dans le domaine du tourisme : le cas de villes françaises / L'implantation des gares de grande vitesse ferroviaire à l'écart des villes moyennes ...

- **Étude : Mobilité et villes moyennes. État des lieux et perspectives.**

Groupement des autorités responsables de transport (Gart) ; octobre 2015. 45 p. @

À la suite des élections municipales de 2014, la presse s'est emparée d'un mouvement qui, selon elle, touche plusieurs agglomérations, et en particulier les villes moyennes. Celui d'une redéfinition, voire même une remise en question, des choix opérés en matière de projets de mobilité durable et de déplacement. La problématique concerne la place de la voiture en centre-ville et plus précisément, le postulat selon lequel, seule la voiture contribue au dynamisme économique des centres villes.

Numérique

- **La richesse des nations après la révolution numérique.**

Terra Nova ; Nicolas Colin.

Novembre 2015. 85 p. (« Positions ») @

La transition numérique transforme progressivement l'ensemble de l'économie et de ses institutions. Elle contribue à la destruction des emplois anciens et au creusement des inégalités. L'auteur avance un certain nombre de propositions pour réarmer notre économie face à la transition numérique : allouer l'épargne au financement de l'innovation de rupture ; soutenir les entreprises innovantes face aux entreprises en place ; redéployer la protection sociale pour qu'elle couvre les risques rendus plus critiques par la transition numérique.

Planification

- **CLIMATiser la planification.**

Fnau.

Les dossiers, n° 37, octobre 2015. 17 p. @

Ce dossier est consacré à la manière dont les agences d'urbanisme intègrent les questions énergétiques et climatiques dans les documents de planification. De nombreux exemples, à toutes les échelles, pour montrer la diversité des travaux menés dans les agences autour de partenariats renforcés.

Politique de la ville

• Novembre 2005, dix ans après les émeutes. Actes du colloque des 19 et 20 octobre 2015 à Sciences Po.

M. Cheurfa ; A. Jazouli ; H. Rey. (Sous la dir.)
Sciences-Po ; Cevipof ; CGET.

Les Cahiers du Cevipof, n° 60, novembre 2015. 81 p.

Dix ans après les émeutes de novembre 2005 qui ont embrasé de nombreux quartiers populaires dans des dizaines de villes françaises, il s'est agi, au cours de ce colloque scientifique international, moins de revenir sur l'historique de cet événement singulier, par son ampleur et par sa durée, que d'apprécier la situation présente des quartiers populaires, de leur jeunesse et des populations immigrées qui y résident.

• Vers une nouvelle gouvernance de la politique de la ville dans la MGP.

IAU-Ile-de-France ; Brigitte Guigou.

Note rapide - Société Habitat, n° 703, novembre 2015. 4 p. @

La métropole du Grand Paris (MGP) doit contribuer à réduire les inégalités territoriales. La politique de la ville, dont la compétence a finalement été attribuée aux territoires de la future MGP, devrait y concourir. Mais sa mise en œuvre suppose de fortes interactions entre territoires, communes et métropole.

Réforme territoriale

• Réformes et collectivités locales : où sont les financements ?

Fondation Jean Jaurès ; Marc Abadie.

Note, n° 31, 4 novembre 2015. 4 p. @

A l'heure de mettre en œuvre la réforme territoriale, où en sont les finances locales ? Quelles dispositions s'imposent pour réussir la profonde réorganisation de nos institutions locales ?

• La réforme territoriale : ce qui va se jouer en 2016.

La Banque Postale.

Accès Territoires, n° 3, 09/2015, 16 p. @

C'est en 2016 que s'engagera la vaste recomposition institutionnelle du secteur public local, annoncée dans le cadre de la « réforme territoriale ». Ce numéro livre une synthèse des principales dispositions votées à travers les trois lois qui portent cette réforme. Son impact sur l'organisation et le fonctionnement des acteurs des territoires s'annonce déterminant.

Rénovation urbaine

• Les paradoxes de la lutte contre l'habitat privé dégradé à Saint-Denis : favoriser la mixité sociale ou maintenir les classes populaires ?

Lina Raad.

Métropolitiques, 09/11/2015, 6 p. @

Si les recherches se sont multipliées ces dernières années pour évaluer les effets des politiques de rénovation urbaine de l'Anru sur les quartiers d'habitat social concernés, celles menées en direction de l'habitat privé dégradé ont bénéficié de moins d'attention. Pourtant, les acteurs publics semblent confrontés aux mêmes contradictions de leurs objectifs, comme le montre l'analyse de la mise en œuvre du Programme national de requalification des quartiers dégradés à Saint-Denis.

Services publics

• Territoires ruraux. Le rebond des services publics.

Pablo Aiquel.

La Gazette, n° 2292, 9 novembre 2015. pp. 17-22.

Au sommaire : Coup d'accélérateur pour les maisons de services au public / La révolution numérique germe aussi dans les villages / Interview de F. Taulelle, professeur au centre universitaire d'Albi :

« les zones rurales sont les terminaisons nerveuses de l'Etat, il faut les renforcer ».

Sociologie urbaine

• Mixité, contrôle social et gentrification.

Matthieu Giroud (†).

La vie des idées, 3 novembre 2015. 7 p. @

De l'auteur : « Loin d'être consensuels, les débats sur la mixité sociale dans les quartiers en gentrification posent de facto la question de la place, du rôle et du devenir des classes populaires dans les centres attractifs des villes. Sans vouloir tomber dans le jeu des oppositions trop binaires (pouvoirs publics versus habitants ; gentrificateurs versus gentrifiés), il nous a toutefois paru important de rappeler que la mixité sociale, comme référentiel d'action ou principe militant et humaniste, conduit souvent au contrôle des classes populaires et de leurs modes d'appropriation du quartier ».

Actualité législative et parlementaire

• Arrêté du 5 novembre 2015 fixant la liste complémentaire des centres-bourgs de communes bénéficiant de l'extension du programme de couverture du territoire en services mobiles. @

• Circulaire n° 5828/SG du 18 novembre 2015 relative à l'application du décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration. @

• Circulaire n° 5823/SG du 5 novembre 2015 relative à l'adaptation de l'implantation des services publics de l'État dans les territoires. @

• Circulaire du 6 novembre 2015 relative à la mise en œuvre des transferts de compétences prévus dans le domaine des ports maritimes par l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. @

• Circulaire n° 2015-117 du 10 novembre 2015 relative à la politique éducative sociale et de santé en faveur des élèves. @

• Instruction du Gouvernement du 3 novembre 2015 relative à la mise en œuvre d'une politique intercommunale des attributions et du volet « attributions » de la politique de la ville et à l'articulation des dispositions relatives à l'attribution des logements sociaux (...) @

• Note-circulaire de l'USH n° 77-15 du 5 novembre 2015 relative au projet de loi « Egalité et Citoyenneté ». @

Focus Territoire

Pour un développement intelligent, durable, inclusif et équilibré.

Ceser Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine.
Octobre 2015.



A la suite du rapport sur la situation économique, sociale et environnementale publié en juin 2015, les trois CESER du grand Est présentent les fruits d'une première réflexion commune permettant de découvrir la réalité et les enjeux de la future région ACAL.

- 9 leviers de croissance. @
- Une région transfrontalière, européenne, internationale. @
- Aménagement du territoire transports mobilité. @

Outil

• Bibliographies : « COP21. Mobilisation pour le climat » et « COP21. Rapports de recherche du ministère 2009-2015 ». @

A l'occasion de la COP21, le centre de ressources du Commissariat général au développement durable (CRDD) a élaboré deux bibliographies, l'une présentant une sélection d'études, d'ouvrages et de données statistiques, la seconde réunissant les rapports des programmes de recherche du ministère de 2009 à 2015.